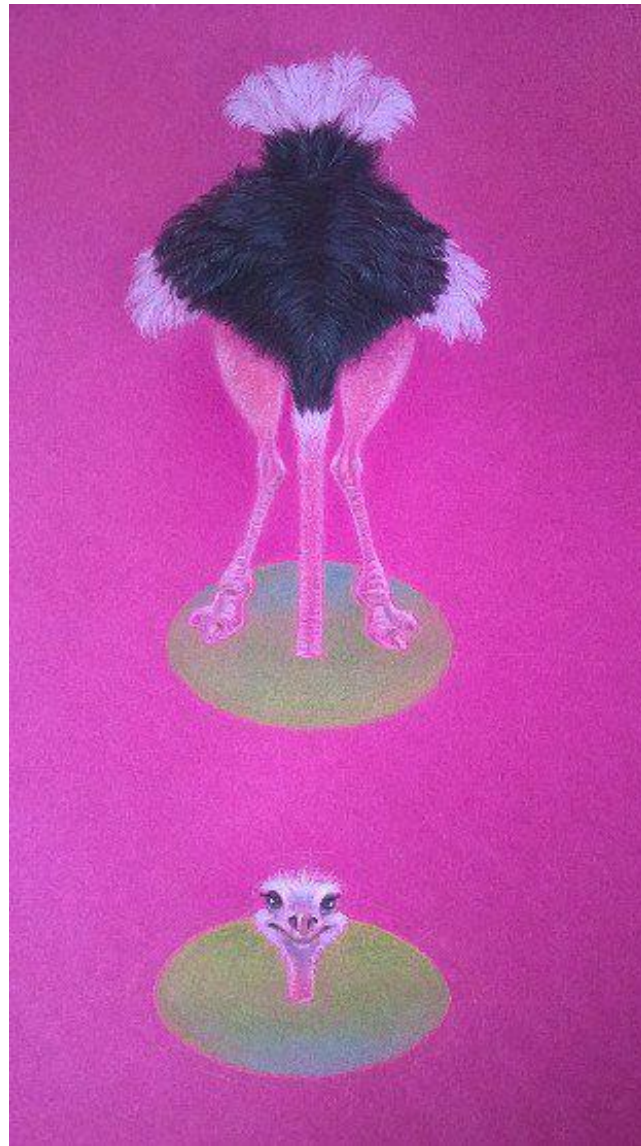


22ÈMES CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC
Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir ?
29 et 30 juillet 2016, à Marciac (Gers).

BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS





Gilles ALLAIRE, directeur de recherches en économie rurale à l'Inra, au département SAE2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation).

Ses principaux thèmes de recherche concernent les compétences et l'innovation, l'emploi agricole et rural, et les politiques structurelles et agroenvironnementales. Il anime et dirige depuis 2005 un observatoire statistique territorial des programmes communautaires de développement rural, dédié au suivi et à l'évaluation de ces politiques. Parmi ses publications récentes, il a co-écrit avec Matthieu Ansaloni « Standards volontaires et action publique. Le rôle des environnementalistes français et britanniques dans la conduite des mesures agroenvironnementales » dans *Normaliser au nom du développement durable* (Quae, 2012). Il a participé à l'ouvrage collectif du Groupe Saint-Germain *L'intelligence est dans le pré. Penser la ruralité du XXI^e siècle*, Ed.Bourin 2014. Notons enfin qu'il est l'un des piliers phare des Controverses depuis leur origine.

Eric ANDRIEU, député du groupe progressiste et socialiste au Parlement européen, en charge de l'agriculture. Originaire de l'Aude et diplômé de l'Institut Agronomique Méditerranéen, il a mené une carrière de consultant indépendant en développement local tout en prenant une part toujours plus active au sein du Parti Socialiste. Élu Conseiller Général de l'Aude de 1988 à 2004, année où il devient Conseiller Régional, il remplace Stéphane Le Foll au sein de la Commission Agricole du Parlement Européen depuis le 16 mai 2012. Il hérite des dossiers relatifs à la nouvelle PAC, à son écologisation et au rééquilibrage des aides vers les exploitations les plus modestes. Eric Andrieu et ses alliés ont obtenu une victoire avec la valorisation de l'aide sur les 50 premiers hectares.



Olivier ASSOULY. Professeur de philosophie en lycée durant plusieurs années, il mène aujourd'hui ses activités d'enseignement à l'École Estienne, à Paris 1 ou encore à l'Institut Français de la Mode, dont il dirige les activités de recherche.

Ses travaux ont porté sur la question des normes religieuses alimentaires ("*Les Nourritures divines. Essai sur les interdits alimentaires*", Actes Sud, 2002), puis sur le retour de catégories religieuses au sein du goût et de l'alimentation modernes ("*Les Nourritures nostalgiques. Essai sur le mythe du terroir*", Actes Sud, 2004). Plus tard, il a montré que le capitalisme s'inscrit fondamentalement dans une politique massive de mobilisation et de captation du goût ("*Le capitalisme esthétique. Essai sur l'industrialisation du goût*", Le CERF, 2008). Olivier Assouly a également dirigé deux publications collectives : "*Le luxe. Essais sur la fabrique de l'ostentation*" (IFM/Regard, 2011) et "*Goûts à vendre. Essais sur la captation esthétique*" (IFM/Regard, 2007). Il intervient régulièrement pour la Mission Agrobiosciences, et a déjà participé aux Controverses en 2012.



Philippe Baret est ingénieur agronome des régions tropicales, docteur en génétique quantitative et professeur ordinaire à l'Université Catholique de Louvain (Belgique). Depuis 1997, il y a enseigné l'analyse des systèmes, la génétique et l'agroécologie. Son groupe de recherche est orienté sur des dimensions méthodologiques dans des domaines aussi divers que la bioinformatique, la diversité génétique et l'agroécologie. Au sein de l'UCL, Philippe Baret a été co-pilote de la Task Force Développement Durable. Il est membre du Conseil fédéral de

Biosécurité et expert auprès de l'EFSA. Il co-pilote le Certificat inter-universitaire « Agroécologie et transition ».

Très engagé dans une réflexion sur le rôle de l'agroécologie comme alternative à l'agriculture industrielle, il a co-fondé et présidé notamment le groupe de contact FNRS « Agroécologie ». Dans le choix des thèmes de recherche de son équipe, il attache une importance particulière à la caractérisation du fonctionnement de petits systèmes d'agriculture familiale paysanne et aux processus d'innovation et de transition. Signe particulier : un propos franc et direct !

Docteur en sciences économiques, **Omar BESSAOUD** est enseignant-chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAM-CIHEAM) dans le domaine des « Sociétés rurales et ingénierie du développement ». Né à Tlemcen, il a vécu et travaillé en Algérie dont il connaît parfaitement les systèmes agricoles. Spécialiste des politiques agricoles et rurales en Méditerranée, de l'histoire des agricultures et des paysanneries au Maghreb, des institutions et des organisations du développement rural, il est par ailleurs membre du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culture (CRASC), basé à Oran. Il participe chaque année aux Controverses européennes de Marciac.



Thomas Cochini est chargé de communication du réseau Grand Ouest de La Ruche Qui Dit Oui (réseau d'achat direct des consommateurs auprès d'agriculteurs locaux). Ce jeune ingénieur agronome, diplômé de l'ENSAT en 2015, a plusieurs cordes à son arc. Russophone, il a travaillé dans le Caucase pour « Maisadour » et remporté le prix export Marco Polo en 2013 pour son sujet sur le développement commercial d'une entreprise mazamétaine en Russie. Passionné par le journalisme et les médias audiovisuels, il a travaillé pour TV Agri en 2014, et a réalisé par la suite des vidéos pour le Service de Remplacement dans le cadre de la transition agroécologique.



Elise Coquillart est, depuis mars 2016, chargée de communication sur les projets innovants dans les lycées agricoles, à l'Institut d'Éducation à l'Agro-Environnement de Florac où elle est chargée de communiquer autour de projets innovants qui ont eu lieu dans des lycées agricoles. Diplômée de Montpellier SupAgro, elle a réalisé son stage de fin d'études au sein de l'Institut qui l'emploie aujourd'hui. Le sujet : les apprentissages des étudiants de BTSA agricoles. Un projet tuteuré par Roger Brouet (Montpellier SupAgro), Patrice Cayre (AgroParisTech) et Patrick Mayen (Educagri) ,qui a soulevé de nombreuses questions relatives aux transitions dans l'enseignement agricole et interrogé les représentations et les ressentis des élèves.

Francis Daguzan, maire de la commune de Troncens (Gers) et membre de la communauté de communes Bastides et Vallons du Gers, laquelle est co-maître d'œuvre des Controverses européennes de Marciac. Cet agriculteur et élu local est un homme d'engagement. Constamment réélu depuis 1977 dans son village, il obtient son premier mandat de conseiller général du canton de Marciac en 1982, mandat renouvelé jusqu'en 2015, sachant qu'il est entretemps devenu vice-président de cette collectivité, en charge des dossiers de l'eau. « Monsieur eau », l'appelle-t-on d'ailleurs dans le Gers, au vu de ses responsabilités au sein du comité de bassin Adour-Garonne puis, durant de nombreuses années, au sein de la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne(CACG) qu'il a présidé. Un homme d'engagement aussi pour les Controverses européennes de Marciac qu'il a soutenu sans faille depuis leur origine.



Mathieu Dalmais aime bien sortir des voies toutes tracées... Au sortir de Montpellier SupAgro, il met au point une conférence gesticulée, dans le cadre d'une campagne d'Ingénieurs Sans Frontières (« Former l'ingénieur citoyen ») dont il est membre, intitulée : « *Vous êtes l'élite de l'élite de l'élite... Pourquoi je refuse mon diplôme d'ingénieur* ». Une sorte de seconde soutenance de mémoire, celle, dit-il, où il présente tout ce qui ne se dit pas lorsque l'on fait ses études : ce qui nous marque, nous forme et nous forge. Choses pourtant importantes à dire, surtout lorsqu'elles se construisent dans l'opposition avec une institution. Et de déconstruire l'identité de l'ingénieur, une étape nécessaire selon lui à la réflexion sur la place de la technique de ceux qui la mettent en œuvre dans la société Très vite, la vidéo circule largement sur internet et lui-même intervient dans de nombreux lieux. Depuis, ce touche-à-tout a été successivement chargé de mission à l'Inra, ouvrier agricole du côté de Cannes, enseignant SVT non loin de Givors et on en passe. Depuis janvier 2015, il est animateur technique à la Confédération Paysanne (Paris).



Benoit Daviron est chercheur en économie et gestion de la recherche au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), rattaché au département «environnements et sociétés» et à l'unité mixte de recherche «marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs» (Moisa), après avoir été consultant pour les ONG Solagral (Solidarité agricole et alimentaire) et Rongead (Commerce international et Développement durable) entre 1982 et 1992.

Ses travaux portent plus spécifiquement sur l'organisation du commerce international de produits tropicaux, les accords de produits, les normes internationales dans le secteur agricole et l'instabilité des prix sur les marchés alimentaires. Il a ainsi publié de nombreux articles pour des revues et ouvrages spécialisés mais aussi un ouvrage de référence : *Le paradoxe du café*, écrit avec Stefano Ponte (éd. Quae, 2007).

Jean-Christophe Debar dirige la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM).

Ingénieur agronome, il a démarré sa carrière au Bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France. Devenu consultant indépendant, il dirige depuis 1994 sa propre lettre d'information mensuelle, Agri-US-Analyse et, depuis 2004, l'association Pluriagri, créée par les producteurs français de grandes cultures et le Crédit Agricole pour réaliser des études prospectives en agriculture. Expert reconnu dans le domaine du développement rural, Jean-Christophe Debar est également membre du conseil de prospective européenne et internationale pour l'agriculture et l'alimentation (COPEIAA) auprès du Ministre de l'Agriculture et du club Demeter des organismes agricoles.



Carole Delga, préside la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées depuis janvier 2016. Juriste de formation, elle débute sa carrière à la mairie de Limoges comme responsable des monuments historiques et archéologiques, et devient directrice générale des services du syndicat des eaux de la Barousse, du Comminges et de la Save à partir de 1998, avant d'être nommée directrice adjointe de l'Aménagement du territoire en 2005.

Du côté politique, elle est élue maire de Martres-Tolosane (31) en 2008 et réélue en 2014, mandat dont elle démissionne quand elle rentre au Gouvernement.. Vice-présidente de la région Midi-Pyrénées entre 2010 et 2012, elle y est chargée des questions de ruralité, des services au public en milieu rural et des technologies de l'information et de la communication. Elue députée de la Haute-Garonne en 2012, elle devient cette même année secrétaire nationale du Parti Socialiste, en charge du logement et l'égalité des territoires puis pôle « Justice sociale et cohésion territoriale ». En 2014, elle est nommée secrétaire d'état au commerce et à la consommation, poste qu'elle quitte en juin 2015 pour se consacrer aux élections régionales.

Patrick Denoux est professeur de psychologie interculturelle, à l'université de Picardie Jules Vernes (Amiens). Il a auparavant assuré la co-direction du DESS de Psychologie Interculturelle à l'Université de Toulouse Le Mirail, et est responsable de la section de psychologie interculturelle et de l'URPI (Unité de Recherche de Psychologie Interculturelle).

Outre les missions d'expertise, il a dirigé plusieurs programmes internationaux de recherche sur les incidences psychologiques des mutations culturelles. Ses travaux scientifiques ont principalement pour objet la gestion et la signification de toute situation de contact culturel (interculturalisation). Il a publié de nombreux articles, chapitres d'ouvrages et ouvrages en France et à l'étranger sur les modes d'appréhension de la différence culturelle où il propose quelques avancées théoriques. Il intervient régulièrement aux Controverses européennes de Marciac, notamment comme grand témoin.



Danielle Even est agricultrice en Bretagne, dans la Baie de Saint-Brieuc. Après avoir été animatrice sociale elle a rejoint son mari pour l'élevage de trois cent truies en 2001.

Ses fonctions de Secrétaire Générale, puis de présidente (2016) de la Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor font d'elle une porte-parole privilégiée du monde agricole, spécialement sur le dossier algues vertes, qu'elle suit depuis près de dix ans. Elle est favorable à la gestion des reliquats azotés, pourquoi pas à la méthanisation et elle se prononce pour la valorisation des algues vertes. Face au manque de main d'œuvre dans le secteur agricole, en particulier l'élevage, elle défend l'installation des porteurs de projets et la reconnaissance du travail des agricultrices dans le comité "agriculture au féminin".



Notons qu'elle est également membre du Conseil Economique, Environnemental et Social (CESE).

Eve Fouilleux est politiste, directrice de recherche au CNRS (Cepel), chercheuse associée au Cirad (Moisa). Elle est également membre du Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine (CEPEL, Université de Montpellier I). Elle a été chercheuse invitée pendant deux ans à la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation). Après s'être intéressée à la Politique Agricole Commune, Eve Fouilleux s'est spécialisée dans les politiques agricoles et de sécurité alimentaire des pays en développement. Normes, standards et processus de certification, qu'ils soient d'origine publique ou privée, n'ont aucun secret pour elle. Elle analyse actuellement les standards volontaires « durables » pour le soja, l'huile de palme et les biofuels, en mettant en valeur les enjeux de représentation et de légitimation dans les processus de décision. Sa dernière publication sur l'alliance ISEAL est accessible dans *Normaliser au nom du développement durable* (Quae, 2012).





Tomas Garcia Azcarate a quitté depuis peu ses fonctions à la Commission européenne (CE). Espagnol d'origine andalouse, c'est en 1986 qu'il fait son entrée dans la CE pour réaliser divers travaux d'analyse en vue de la réforme de la PAC de 1992. Ce professeur d'économie agricole a ensuite longtemps assumé les fonctions de chef de l'unité « fruits et légumes frais et transformés » à la Direction générale « Agriculture et développement rural » (2001 à 2005) puis de chef de l'unité « huile d'olive et produits horticoles » au sein de cette même direction. Il est, entre autres choses, l'un des initiateurs du programme européen « Fruits à l'école », Dernièrement, il était conseiller responsable de la coordination et de l'analyse économique à court terme des marchés agricoles à la Commission européenne, Il est l'auteur de nombreux articles et communications sur la question, publiés dans des revues spécialisées (*Revue du Marché Commun et de l'Union européenne, Economie rurale*) ou hispanophones (*Mediterráneo económico, Papeles de Economía Española...*). Membre de l'Académie d'agriculture de France, il est intervenu à diverses reprises dans le cadre des Controverses de Marciac.

Après Sciences Po, **Marc Gauchée** effectue principalement son parcours au sein du ministère de l'agriculture, notamment en tant que responsable des médias et de la communication interne. De 2005 à 2009, il dirige la communication du Parc de la Villette, avant de revenir au ministère pour y suivre les programmes européens de développement rural. Actuellement à l'Assemblée nationale en tant que collaborateur parlementaire de Marie-Françoise Clergeau, députée de Loire-Atlantique, il continue de publier des essais sur la culture. Parmi ses ouvrages, citons "*Culture rurale, cultures urbaines ?*", avec Henry Delisle (Cherche Midi, 2007). Chroniqueur régulier de la Mission Agrobiosciences, il participe également depuis plusieurs années aux Controverses de Marciac, où ses « pas de côté », qui consistent en de brèves relectures des débats menés, sont autant d'effets miroirs gentiment moqueurs.



Le Groupe Local de Réflexion... Derrière cet intitulé, il y a des femmes et des hommes du Gers et des Hautes-Pyrénées qui, depuis près de quinze ans, se réunissent en amont des Controverses européennes de Marciac pour réagir aux sujets proposés, les instruire en partant des réalités de leurs territoires et exprimer le fruit de cette réflexion à la tribune. Animé par **Jean-Luc Bongiovanni** (éleveur), il compte parmi les plus fidèles **Eliane Crepel** (infirmière), **Gérard Coutant** (agriculteur), **Christian Dauriac** (ancien Chambre d'agriculture), **Cyril Cotonat** (maire), **Sylvie Verdier** (enseignante) **Christian Manauthon** (éleveur), mais aussi **Jean-Jacques Barrère**, **Patrick Marchesin**, **Nicolas Verdoux**, **David Baroi**, **André Bonneau**, **Philippe Chandercy**, **Emmanuelle Richard**, **René Castaignon...**



Catherine Larrère est professeur émérite à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne. Spécialiste de philosophie morale et politique, elle s'intéresse aux questions éthiques et politiques liées à la crise environnementale et aux nouvelles technologies. Elle a publié notamment *L'Invention de l'économie. Du droit naturel à la physiocratie* (Paris, PUF, 1992) ; *Actualité de Montesquieu* (Paris, Presses de Sciences PO, 1999) ; *Les philosophies de l'environnement* (Paris, PUF-collection *Philosophies*, 1997), *Du bon usage de la nature, Pour une philosophie de l'environnement*, en collaboration avec Raphaël Larrère (Paris, Aubier, 1997, réed. Paris, Champs Flammarion, 2009) , et co-dirigé les ouvrages suivants : *La crise environnementale* (en collaboration avec Raphael Larrère, Paris, Editions de l'INRA, 1997), *Nature vive* (MNHN-Fernand Nathan, 2000). Plus récemment , elle a publié avec Raphaël Larrère, *Penser et agir avec la nature. une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 2015 .

Notons enfin qu'elle est membre, entre autres du Comité d'éthique INRA-CIRAD, et du Conseil scientifique du Patrimoine naturel et de la Biodiversité. Elle est présidente de la Fondation de l'Ecologie politique.

Nommé Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt le 16 mai 2012, **Stéphane Le Foll** s'est également vu confié, lors du remaniement d'avril 2014, la fonction de porte-parole du gouvernement. Après des études agricoles et universitaires, ce fil d'instituteur et petit-fils d'agriculteur se lance d'abord dans l'enseignement tout en s'engageant dans la vie politique, au plan local où il est notamment élu conseiller municipal dès l'âge de 23 ans. Brièvement Conseiller technique auprès de Louis Le Pen (Ministre de l'Agriculture), il a été directeur de Cabinet de François Hollande, alors premier secrétaire du PS, durant près de dix ans.



Elu Député européen en 2004, réélu en 2009, il a remporté les législatives dans la Sarthe en juin 2012. En 2006, il crée avec Edgard Pisani un think-tank européen sur les questions agricoles, le Groupe Saint-Germain, qui a publié un ouvrage collectif, *l'Intelligence est dans le pré* (ed. Bourin) ;



Laurence Lémouzy est Directrice scientifique de l'Institut de la Gouvernance territoriale et de la Décentralisation, un think tank dédié à la gouvernance publique par les territoires, porte-parole d'une conception décentralisée de la République, depuis 2010. En parallèle, elle est rédactrice en chef de la Revue Pouvoirs Locaux, éditée par le même institut, depuis 2007. Elle est également directrice des études de l'Institut Supérieur du Management Public et Politique (ISMaPP), un établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat. Elle est titulaire d'un Master 2 Recherche Sciences politiques et sociales de l'Université Panthéon Assas (Paris II) et d'une licence de philosophie à l'Université de Toulouse-le-Mirail (Toulouse II).



Jean-Hervé Lorenzi, docteur en économie, agrégé des facultés de droit et de sciences éco, il préside le Cercle des Economistes, qui organise chaque année les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence. Il est par ailleurs Titulaire de la Chaire « Transition Démographique, Transition Economique » de la Fondation du Risque et Président du Pôle de Compétitivité, Finance et Innovation. Parmi d'autres responsabilités, signalons qu'il est également Membre du Directoire d'Edmond de Rothschild France.

Au cours de sa carrière, il a notamment été conseiller technique, d'abord auprès du Ministre de l'Industrie en charge des nouvelles technologies (1984 – 1985) puis du Premier Ministre Edith Cresson (1991-92), avant d'être Professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine durant dix ans.

Dernière initiative en date : réunir 15 think-tanks, de Terra Nova à l'Institut Montaigne en passant par Génération Libre, Attac ou Les Economistes atterrés, pour lancer un débat économique de fond avant l'élection présidentielle de 2017.

Parmi ses nombreux ouvrages, signalons les plus récents : *France, le désarroi d'une jeunesse*, avec H. Xuan et A. Villemeur, Eyrolles, 2016 ; Et *Un monde de violences. L'économie mondiale 2015-2030*, Eyrolles, 2014.

Michèle Marin est Présidente du centre Inra de Toulouse depuis le 1^{er} septembre 2011 et déléguée de la région Midi-Pyrénées. Docteur-ingénieur en sciences alimentaires, spécialisée en génie des procédés appliqué à la transformation des produits agricoles et des matériaux biologiques, elle a pendant plus de 25 ans mené une carrière d'enseignant-chercheur à AgroParisTech, où elle a dirigé l'Unité mixte INRA-AgroParisTech de recherche en "génie et microbiologie des procédés alimentaires". Elle a assuré des missions transversales à l'Inra, notamment en tant que Chef de département adjoint "Caractérisation et élaboration des produits issus de l'agriculture". De 2008 à 2011, elle a également été missionnée en tant que conseillère auprès de la présidente de l'INRA (alors Marion guillou) et oeuvré en particulier à l'élaboration du document d'orientation stratégique 2010-2020 de l'institut. Depuis sa nomination à Toulouse, Michèle Marin participe régulièrement aux Controverses européennes de Marciac.



Ancien ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie du gouvernement Ayrault (2 juillet 2013/31 mars 2014), **Philippe Martin** a notamment commencé sa carrière en tant que chef de cabinet de plusieurs ministres : Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du Logement, puis Paul Quilès, et enfin Michel Charasse. En 1992, il est nommé préfet du Gers et, de 1994 à 1995, des Landes. Elu Conseiller général du Gers en 1998, il devient président de l'assemblée départementale, fonction qu'il exerce actuellement. Par ailleurs, élu député de la 1^{ère} circonscription du Gers en 2002, réélu en 2007 et en 2012, il retrouve son siège à l'Assemblée Nationale en 2014. Notons qu'il se rend régulièrement aux Controverses de Marciac, soutenues par le Département.



Jean-Luc Mayaud. Spécialiste de l'histoire de la ruralité, il a été Président de l'Université Lumière Lyon 2, de 2012 au printemps 2016. Il poursuit aujourd'hui l'enseignement de l'histoire contemporaine. Président de l'Association des ruralistes français, rédacteur en chef de la revue Rurality, il a contribué à la création du portail de revues en sciences humaines et sociales, Revues.org, en 1999. Un site qu'il a dirigé jusqu'en 2005.

Signalons qu'il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont "*La petite exploitation rurale triomphante. France, 19^e siècle*", (Ed. Belin, 1999) ; *Gens de la terre. La France rurale 1880-1940* (Ed. du

Chêne, 2003) ; "*Gens de l'agriculture : la France rurale 1940-2005*" (Ed. du Chêne, 2005). Sans oublier, "*Histoire de l'Europe rurale contemporaine. Du village à l'Etat*" (Ed. Armand Colin, en 2006), avec Laurent Raphaël ; Sans oublier "*Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe, du XIX^e siècle à nos jours*", publié avec Pierre Cornu aux éditions Boutique de l'Histoire en 2008. Jean-Luc Mayaud est intervenu à de nombreuses reprises dans le cadre des Controverses de Marciac.

Gérard Peltre est président du Mouvement européen de la Ruralité, ainsi que de l'association internationale Ruralité-Environnement-Développement (RED) dont il est membre fondateur. Son credo ? « *Les territoires ruraux n'attendent pas de soins palliatifs, mais de la reconnaissance !* ». Des pôles ruraux au service duquel cet expert en développement local a consacré tout son itinéraire. Maire de Lachaussée (Lorraine) depuis 1980, il y promeut le développement durable et des relations équilibrées ville-campagne. Au sein de l'Association des Maires de France, il est membre des commissions « Europe-international » et « communes et territoires ruraux ». Très impliqué en Lorraine (vice-président du parc naturel régional, président du G.A.L LEADER), il œuvre aussi au sein de la commission européenne, via divers groupes consultatifs et comités d'organisation axés sur le rural. Notons enfin qu'il a fondé le cabinet Valoren en 1990, entreprise d'ingénierie de l'aménagement et du développement durable régional et contribué à la création de l'UNADEL, l'union nationale des acteurs du développement local.



Jocelyne Porcher, zootechnicienne et sociologue, est directrice de recherches à l'INRA-SAD (UMR Innovation, Montpellier) où ses recherches portent sur la relation de travail entre éleveurs et animaux en élevage et dans les productions animales. Son parcours est atypique : c'est après avoir été éleveuse de brebis, travailleuse en porcheries industrielles et technicienne en agriculture biologique qu'elle passe son BTA puis son diplôme d'ingénieur. Elle s'inscrit alors en DEA, et travaille à la Bergerie Nationale de Rambouillet comme chargée de mission sur le bien-être animal, où elle cherche à mettre

en évidence, ce qui deviendra le socle de sa thèse et de son travail ultérieur : le lien de bonheur et de souffrance partagés qui existent entre éleveurs et animaux. Parmi ses ouvrages, *Éleveurs et animaux, réinventer le lien*, paru en 2002, aux éditions PUF, qui a reçu le prix "Le Monde la Recherche Universitaire".



Maximilien Rouer, secrétaire général du groupe coopératif Terrena, est Ingénieur agronome (INAPG) de formation. Rappelons que, avec un CA de 5 milliards d'euros, 14 000 salariés et près de 22 000 adhérents, Terrena affiche sa volonté de promouvoir un nouveau pacte entre agriculture et société, basé sur le développement de l'Agriculture Écologiquement Intensive (AEI).

Celui qui a par ailleurs fondé en 2000 un cabinet de conseil (BeCitizen) accompagnant la transition des plus grandes entreprises vers l'adaptation aux changements environnementaux et sociaux, est également administrateur de nombreuses structures (AEI, Association Entreprise pour l'Environnement, AgroParisTech, le think tank La Fabrique Ecologique). Expert auprès de plusieurs instances (Conseil national du développement durable, Conseil général de l'environnement et du développement durable) il a reçu de nombreux prix, dont celui du livre Environnement pour « *Réparer la Planète, la révolution par l'économie positive* ». Son dernier ouvrage en date :

« *Les agriculteurs à la reconquête du monde. Comment ils vont survivre et même nous sauver* » (Ed JC Lattès, 2016, en collaboration avec H. Garaud, président de Terrana).

Marc Tarabella (Belgique). Ce fils d'exploitants agricoles accomplit son troisième mandat de député européen. Au Parlement, il est notamment membre de la Commission agriculture et développement rural.

Après une formation en sociologie, il commence sa carrière au sein de cabinets ministériels, et s'engage à la fois syndicalement et politiquement. Elu conseiller communal en 1988 dans sa ville d'origine, Anthisne, il en devient le bourgmestre en 1995. Il obtient son premier mandat d'eurodéputé en 2004, alors que, parallèlement, il préside la Fondation rurale de Wallonie à partir de 2003, mais doit quitter ces fonctions lorsqu'il est nommé ministre de la formation à la région Wallonne, et ministre de l'enseignement, de la Promotion sociale et de la jeunesse à la communauté Française. Il redevient député européen en 2009.

En commission agriculture et développement rural, son récent rapport pour introduire la consommation de lait, fruits et légumes au sein des écoles primaires a été adopté début mars 2016. Cette mesure est destinée à lutter contre l'obésité infantile ainsi qu'à favoriser les producteurs locaux, dont la défense fait partie de ses principaux combats.



Les Controverses Européennes sont organisées par la Mission Agrobiosciences-Inra et la Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers, en partenariat avec le festival Jazz In Marciac.

Avec le soutien financier du Département du Gers et de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées.

Avec l'appui du Crédit agricole, de la Fédération Nationale des Cuma, de la Ruche Qui Dit oui et de Science & Animation.

Retrouvez toutes les publications de la Mission Agrobiosciences sur le site
<http://www.agrobiosciences.org>

CONTACT

Mission Agrobiosciences/ENFA,
2 route de Narbonne,
31326 Castanet-Tolosan BP 72638
Tél : (33) 05 62 88 14 50. Fax : (33) 05 61 58 14 51

Suivez la Mission Agrobiosciences sur facebook : www.facebook.com/agrobiosciences
Et sur Twitter : twitter.com/Agrobiosciences